

# Encourager la croissance économique et la prospérité durable

Neuf emplois sur dix dans le monde sont créés par le secteur privé. La capacité d'innovation des entreprises et des conditions-cadres économiques fiables sont donc déterminantes pour le développement durable. Deux projets réalisés en Indonésie et en Colombie montrent comment le Secrétariat d'État à l'économie contribue à ce développement.

*Stefan Brantschen, Rosmarie Schlup, André Pantzer*

**Abrégé** Dans le cadre de la coopération internationale de la Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie se concentre sur la lutte contre la pauvreté par le biais de la promotion du développement économique. La priorité va à la mise en place de conditions-cadres de politique économique favorables à ce développement – afin de faciliter l'accès aux marchés et aux opportunités économiques – et à l'encouragement d'initiatives innovantes du secteur privé – pour créer des perspectives d'emplois décents.

**L**e voyageur qui part de Surabaya, la deuxième ville d'Indonésie, doit faire quatre heures de route entre d'imposants volcans avant de rejoindre Jember. Cette localité située dans l'est de Java, la principale île de l'archipel, héberge une école technique proposant une filière agroalimentaire. Au moment d'exposer la situation aux représentants du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), les responsables de cet établissement sont allés droit au but: «L'Indonésie compte 270 millions d'habitants. Les contraintes technologiques croissantes et l'évolution des habitudes alimentaires nous placent face au défi de fournir à l'industrie agroalimentaire suffisamment d'employés bien formés.»

À l'instar de tous les pays prioritaires pour la coopération économique au développement du Seco, l'Indonésie est un acteur clé de la stabilité et du développement économique de la région et un partenaire important de la Suisse en matière de politique économique extérieure et de politique étrangère. L'économie de l'archipel, en plein essor, croît à un rythme supérieur à 5% par an. Quatrième pays le plus peuplé de la planète, l'Indonésie affiche non seulement une demande intérieure forte, mais constitue également un pôle de production attrayant, dans lequel se sont établies de nombreuses multinationales comme ABB, Nestlé ou Toyota. Le gouvernement entend poursuivre l'essor économique de ces dernières années. Il s'agit de maintenir une croissance durable grâce à un environnement favorable et à une main-d'œuvre bien formée tout en assurant qu'elle bénéficie à l'ensemble de la population.

## Développer les compétences

Soucieuses de résorber la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les autorités indonésiennes ont cherché à collaborer avec la Suisse, ce qui a donné naissance au projet «Skills for competitiveness» financé par le Seco. Les cinq écoles techniques soutenues peuvent ainsi offrir, en collaboration avec le secteur privé, une formation professionnelle supérieure de type dual qui tient mieux compte des besoins des entreprises. L'accent est mis sur les filières du bois et du métal ainsi que sur la filière agroalimentaire, déjà mentionnée. La réalisation du projet est confiée à la Haute école spécialisée bernoise, à l'association Siteco et à la fondation suisse Swisscontact, responsable de la mise en œuvre sur place. Si l'Indonésie s'est tournée vers la Suisse, c'est en raison de sa bonne réputation et de son expertise en matière de formation professionnelle duale, qui font d'elle une référence dans le domaine. L'Indonésie investit 24 millions de francs sur quatre ans, en particulier dans les infrastructures et leur exploitation, tandis que le Seco apporte 8 millions au titre d'assistance technique.

Le Seco s'est fixé l'objectif de soutenir des régions défavorisées en Indonésie et d'intégrer la dimension environnementale dans le projet. C'est chose faite. Deux des établissements retenus se situent sur l'île de Sulawesi. Cette région, ravagée en 2018 par un tremblement de terre et le tsunami qui s'en est suivi, dispose de peu d'infrastructures économiques et la création de valeur sur place est par conséquent limitée. Le

projet financé par le Seco améliore l'attrait du site, car le secteur privé local pourra y trouver une main-d'œuvre très qualifiée.

Les partenaires indonésiens du projet apprécient l'approche du Seco. Muliaman Hadad, ambassadeur d'Indonésie en Suisse, a d'ailleurs déclaré que «Skills for competitiveness» développait les compétences des employés et faisait coup double, d'une part en fournissant suffisamment de main-d'œuvre qualifiée au secteur privé, et d'autre part en améliorant les perspectives des employés, ce qui fait reculer le chômage.

Le projet «Skills for competitiveness» a non seulement l'avantage d'être au diapason de la stratégie indonésienne en matière de formation professionnelle, mais également de s'aligner sur l'orientation stratégique de la coopération économique au développement du Seco pour la période 2021–2024. Avec cette stratégie, le Seco vise à stimuler la croissance et à promouvoir une prospérité durable dans les pays partenaires. Pour réaliser ces objectifs, il axe ses activités dans les pays en développement et émergents sur deux priorités: la promotion de conditions-cadres en matière de politique économique et le soutien d'initiatives innovantes du secteur privé, dans lequel s'inscrit le développement des compétences en Indonésie. Le Seco tient systématiquement compte dans son activité de l'égalité des genres, des risques climatiques et des mesures d'atténuation et d'adaptation ainsi que de l'utilisation efficiente des ressources, car il ne saurait y avoir de croissance durable sans cela.

## La stratégie du Seco

Le secteur privé est à l'origine de 90% des emplois en moyenne mondiale et joue un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. Sans le dynamisme, les ressources et la capacité d'innovation des entreprises, il

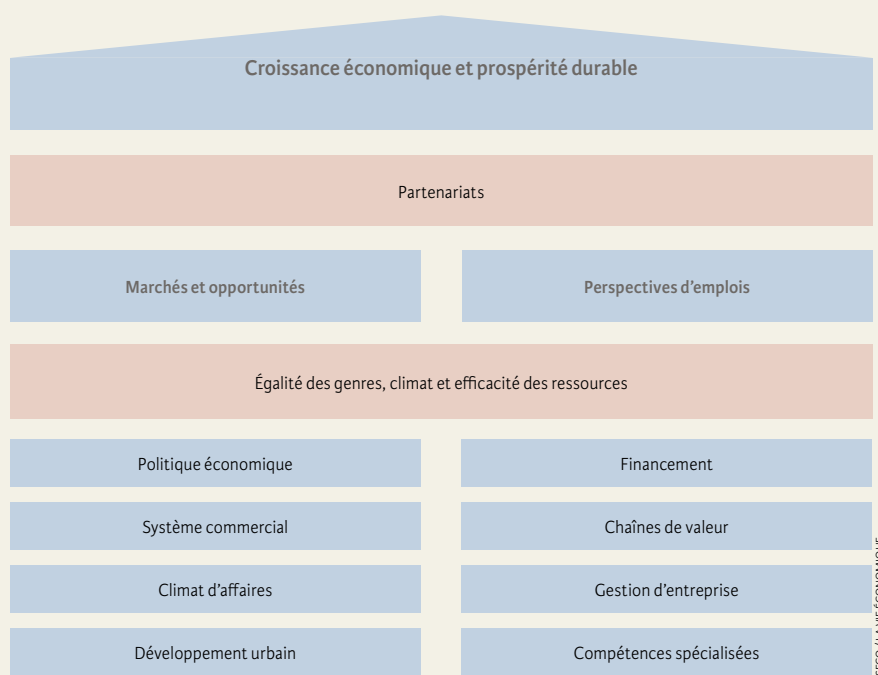
sera impossible d'atteindre les objectifs de développement durable fixés par la communauté internationale dans l'Agenda 2030. Cependant, dans les pays en développement et émergents, les entreprises ne peuvent pas toujours donner leur pleine mesure et faire valoir leurs atouts face à la concurrence internationale, souvent par manque de financement, de services, de connaissances ou de main-d'œuvre qualifiée. La stratégie du Seco répond à cette problématique (voir *illustration*). Grâce à ses projets, ce dernier facilite aux entreprises – en particulier aux PME – l'accès au crédit et l'intégration dans

les chaînes de valeur globales. Il promeut parallèlement une gestion d'entreprise qui respecte les normes internationales sociales et de droit du travail. Par ailleurs, le Seco soutient la formation initiale et continue de la main-d'œuvre qualifiée grâce à des programmes axés expressément sur les besoins du marché du travail, comme l'illustre parfaitement le projet en Indonésie.

Une croissance portée par le secteur privé nécessite des conditions-cadres fiables, constituées notamment par des services publics efficaces et fondées sur un cadre réglementaire: l'administration

publique crée un système incitatif, réduit les incertitudes et renforce la confiance dans l'État. Les individus, les entreprises et les marchés peuvent ainsi se développer tout en renforçant les capacités d'adaptation et de résilience des économies nationales. Le Seco aide ses partenaires à formuler une politique économique propice à la croissance. Il promeut l'intégration de ses partenaires dans les systèmes d'échange mondiaux et soutient la mise en place d'un climat d'affaires favorable à l'innovation qui accroît la productivité et la compétitivité des entreprises. Ce cadre englobe également le développement des villes et de leurs infrastructures.

### Stratégie 2021–2024 de la coopération économique au développement du Seco



Dans le cadre de sa coopération économique au développement, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) s'efforce de promouvoir une croissance économique et une prospérité durables dans ses pays partenaires. L'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable sert de référence. La stratégie du Seco s'articule autour de deux axes principaux.

Premièrement, le Seco promeut la mise en place de conditions-cadres fiables en matière de politique économique comprenant :

- une politique économique ayant des conséquences positives à long terme sur la croissance économique ;
- un système commercial fondé sur un cadre réglementaire permettant de faciliter l'intégration des pays partenaires dans l'économie mondiale et de promouvoir l'application de normes sociales et environnementales ;
- un climat d'affaires propice à l'innovation qui stimule la compétitivité, la productivité et la croissance des entreprises ;
- un développement urbain intégré et un approvisionnement en infrastructures qui permettent d'améliorer la mobilité urbaine,

l'approvisionnement énergétique et la résilience face aux catastrophes naturelles.

Deuxièmement, le Seco soutient des initiatives innovantes du secteur privé en promouvant :

- un accès aux financements permettant de développer le secteur privé et de créer des emplois décents ;
- l'intégration de producteurs et d'entreprises dans les chaînes de valeur ;
- une gestion d'entreprise responsable qui tienne également compte des aspects sociaux et écologiques ;
- des compétences spécialisées adaptées aux besoins du marché à l'ère du numérique.

Le Seco mise sur des partenariats avec des organisations multilatérales, le secteur privé et la société civile afin d'accroître l'efficacité et l'effet de levier de ses activités. Il prend par ailleurs systématiquement en considération l'égalité des genres, les risques climatiques et l'utilisation efficiente des ressources pour assurer la durabilité de ses activités.

### Développer le marché des capitaux et les infrastructures

Soutenu par le Seco, le projet du secteur financier «Capital markets strengthening facility» est notamment actif en Colombie. Il montre bien comment la coopération économique au développement pratiquée par la Suisse améliore le cadre économique et favorise le développement de marchés financiers privés. Bien que la Colombie fasse partie des moteurs économiques d'Amérique latine, elle est confrontée à une carence d'investissements dans les infrastructures, ce qui nuit gravement à sa croissance économique. Du fait de la topographie accidentée et du développement insuffisant des voies de communication, il revient en effet plus cher de transporter des marchandises de l'arrière-pays colombien vers un port que de les importer d'Asie par bateau.

Pour améliorer son infrastructure routière, la Colombie aurait besoin de marchés financiers locaux capables d'attirer des investisseurs étrangers et institutionnels comme les caisses de pension, car les bailleurs de fonds traditionnels (pouvoirs publics, banques, institutions financières internationales) ne peuvent pas fournir à eux seuls tous les fonds nécessaires. Dans ce contexte, le gouvernement colombien a fait appel au Groupe de la Banque mondiale pour créer la banque de développement Financiera de desarrollo nacional (FDN), dont la mission est de promouvoir les investissements dans les infrastructures du pays afin de remédier à la défaillance du marché. Le Seco a soutenu ce projet aux côtés du Groupe de la Banque mondiale.

Fondée en 2011, la FDN compte déjà de grands succès à son actif. Elle a notamment conçu un programme visant à améliorer le réseau routier colombien et à l'étendre d'environ 8000 kilomètres. Fin 2019, elle avait déjà



Des routes en mauvais état entravent la croissance économique en Colombie. Le Seco a contribué à mobiliser des investisseurs privés dans le cadre de la création d'une banque colombienne de développement.



pu procéder à l'adjudication pour 29 projets d'infrastructures routières, sur un total de 33, pour lesquels 16,8 milliards de dollars de fonds privés sont mobilisés. Cela représente près de dix fois plus que l'investissement consenti par le Groupe de la Banque mondiale et les pouvoirs publics, ce qui constitue un excellent rapport. Dans ce cadre, le Seco a soutenu les autorités colombiennes pour développer son savoir-faire en matière de formulation de contrats standard, de contrôle de la qualité des projets, de conception de mécanismes de garantie et de produits financiers ainsi que de développement des capacités de l'autorité de surveillance des marchés financiers. Le projet a par ailleurs accompagné le ministère colombien des Finances dans le domaine de

la réglementation et de la surveillance des instruments financiers utilisés.

### Renforcer les partenariats

Les activités du projet «Capital markets strengthening facility» en Colombie constituent non seulement un excellent exemple de la stratégie poursuivie par la coopération économique au développement du Seco pour promouvoir des conditions-cadres, mais mettent également en exergue l'importance des partenariats noués avec les banques de développement multilatérales. L'orientation stratégique 2021–2024 du Seco renforcera ces partenariats, car ces institutions financières disposent de compétences pointues,

de moyens financiers et techniques ainsi que de mécanismes permettant d'influencer les décisions politiques, ce qui est indispensable pour augmenter la portée et l'impact des projets. La coopération multilatérale et la coopération bilatérale du Seco se complètent et demeureront nécessaires à l'avenir.

Le Seco entend de même continuer à intensifier ses partenariats avec le secteur privé, les hautes écoles et les organisations non gouvernementales, comme il le fait dans le projet susmentionné réalisé en Indonésie. Valorisant les compétences clés de ses partenaires, le Seco se porte garant du maintien de l'efficacité de la coopération économique au développement de la Suisse. Ces atouts sont indispensables pour maîtriser les enjeux de notre époque.



**Stefan Brantschen**

Collaborateur scientifique, secteur Politique et services, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne



**Rosmarie Schlup**

Cheffe du secteur Soutien macroéconomique, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne



**André Pantzer**

Chargé de programme, secteur Développement du secteur privé, Coopération et développement économiques, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne